

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

# INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

[infos-ouvrieres.fr](http://infos-ouvrieres.fr)



À lire dans notre numéro 907 du 30 avril 2026

## CONTRE LE BUDGET DE GUERRE !

# Rassemblement lundi 4 mai à 14 h devant l'Assemblée nationale

**Les fédérations CGT de la santé, des services publics, la fédération de FO de l'enseignement, l'union départementale FO de Paris, ainsi que plusieurs organisations syndicales appellent à se rassembler le 4 mai devant l'Assemblée nationale, à 14 heures (M° Invalides).**

Le 25 mars dernier, le Premier ministre Lecornu a annoncé la décision du gouvernement d'augmenter massivement le budget alloué à la loi de programmation militaire adoptée en 2023. Le 4 mai commencera l'examen du projet de loi portant les dépenses militaires à 439 milliards d'euros sur sept ans (contre 413 milliards précédemment).

● **La fédération CGT de la santé et de l'action sociale**, la première à décider d'appeler à un rassemblement, indique dans son communiqué : « La guerre sociale est déjà là par l'asphyxie des services publics, de l'école, de l'hôpital, du social et du médico-social. » Le communiqué rappelle également l'opposition continue de son organisation aux coupes budgétaires et au démantèlement de la Sécurité sociale : « Nous avons alerté sans relâche sur une situation intenable dans nos hôpitaux, établissements et associations. Le 16 décembre 2025, nous sommes venus à l'Assemblée nationale pour dire aux députés de voter contre le PLFSS (projet de loi de financement de la Sécurité sociale) et ses 4 milliards d'euros d'économies supplémentaires. Il aura manqué 15 voix pour le bloquer. Résultat pour nous : nous voyons aujourd'hui se multiplier des plans de retour à l'équilibre, des plans de suppressions de postes et de lits, les embauches gelées, les salaires bloqués alors que le coût de la vie explose... le gouvernement lance maintenant une réflexion sur la fermeture des

maternités faisant moins de 1 300 accouchements par an : cela représente plus de la moitié des maternités du territoire ! Il faut que cela s'arrête ! Nous devons les arrêter ! »

● Cette initiative a trouvé écho auprès de la **fédération CGT des services publics** qui appelle au rassemblement. Elle condamne le « réarmement moral » voulu par Macron et son gouvernement et alerte sur l'état des collectivités territoriales : « Le contraste est saisissant : pour les crèches, la voirie, la culture, l'accessibilité, la petite enfance, la transition écologique ou les services publics locaux, mais aussi pour le traitement des fonctionnaires (gel du point d'indice), il n'y aurait ni visibilité ni marges. Mais pour l'armement, l'État programme, sécurise, finance et protège » et de conclure en appelant « tous les agents des collectivités territoriales et établissements publics, tous les syndicats CGT disponibles et plus largement tous ceux et celles qui refusent ces budgets de guerre à nous rejoindre ».

● **La fédération FO de l'enseignement**, dans son communiqué du 21 avril, « appelle à se joindre à tous les rassemblements qui seront organisés, en lien avec les unions départementales, le 4 mai, partout en France ! Elle sera présente devant l'Assemblée nationale le lundi 4 mai. »

● **L'union départementale FO de Paris** quant à elle appelle toutes ses bases syndicales à participer au rassemblement : « Le projet de loi qui actualise la loi de programmation militaire se concrétise déjà par une nouvelle attaque sur les dépenses de l'État et de la Sécurité sociale.

C'est la réponse de Macron aux revendications posées par l'UD FO de Paris, qui exigeait : pas un centime pour la guerre, les milliards pour l'hôpital, l'école, les services publics, les emplois, les salaires, les retraites, les minima sociaux, ainsi que la nécessité immédiate d'un blocage des prix des carburants et de l'énergie, de façon générale.

Au lieu de cela c'est toujours la militarisation de l'école, de France Travail et de la Sécurité qui s'impose, ainsi que la volonté de l'exécutif de voir notre jeunesse entrer dans cet affreux circuit du nouveau service national volontaire conduisant à accepter que la jeunesse aille se faire massacrer comme nous y préparait le général Mandon aux ordres de la présidence de la République.

Retrait des budgets conduisant à l'effort de guerre.

Non à la prise en otage de notre jeunesse. Cessez-le-feu immédiat au Liban, en Iran, en Ukraine et en Russie.

Arrêt du génocide en Palestine. » ■

**À lire au verso : « L'emploi industriel sauvé par les canons ? »**

# L'emploi industriel sauvé par les canons ?

## Arnaque, fraude et supercherie

« **L**a course à l'armement s'accélère », écrit *Le Figaro* : « 2 887 milliards de dollars ont été dépensés dans le monde en 2025. » Si le monde se réarme, ce n'est pas à cause du « fou » qui siège à la Maison-Blanche, selon une expression que Trump affectionne pour qualifier ses adversaires, et que l'on peut lui retourner sans crainte.

### « 25 FOIS LE BUDGET DE L'ARMÉE FRANÇAISE »

La raison est plus profonde, plus fondamentale. Le 24 avril, un bandeau de la chaîne LCI annonce : « 1 500 milliards : le plan pour réarmer le monde. » Ce jour-là, l'invité est Daniel Rudnicki Schlumberger, un des principaux dirigeants de la banque américaine JPMorganChase. Il explique que la banque a décidé de prêter 1 500 milliards sur dix ans pour réarmer le monde, l'équivalent de « 25 fois le budget de l'armée française ». Telle est la position des représentants du capital financier américain. Dans un monde où le capital en crise ne parvient plus à valoriser ses investissements, la machine de guerre et l'industrie d'armement sont un volet d'entraînement pour toute l'économie mondiale. Ceux qui s'en félicitent mesurent-ils bien où cela peut mener ?

Dans le monde syndical et politique, certains se plaisent à dire : il faut des hôpitaux ET aussi des Rafale. Une formule que l'on peut décliner sur tous les tons, et à toutes les sauces, pourvu que l'on soit convaincu du récit qui nous est servi en continu par le gouvernement et ses soutiens, par les journaux aux ordres et par les chaînes de propagande qui s'émeuvent de la violence politique aux États-Unis lorsqu'elle vise Trump, mais pas quand elle vise les Noirs déshérités, quand ils ne se réjouissent pas des assassinats « ciblés », des bombardements et des massacres en Palestine, au Liban et en Iran, qualifiés de « mal nécessaire ».

### CONCILER MISSILES ET ÉCOLES ?

Donc, il faudrait des écoles ET des missiles. Il faudrait augmenter les budgets militaires, sans toucher aux budgets sociaux et aux services publics. Qui peut encore croire cette fable ? Dans une lettre du 20 avril, le ministère de l'Action et des Comptes publics écrit : « La préparation du projet de loi de finances pour 2027 s'inscrit dans un contexte particulier, dans lequel l'effort engagé depuis plusieurs années en faveur de la défense a vocation à être poursuivi et amplifié sur les années à venir. La conciliation de cette priorité avec la nécessaire maîtrise des comptes publics impose des choix : les budgets ministériels hors mission "défense" devront globalement être en diminution, en valeur, par rapport à la loi de finances initiale pour 2026. » On ne peut être plus clair.

Même le général américain, ancien chef des forces alliées en Europe au moment du débarquement en Normandie en 1944, et ancien président des États-Unis Dwight D. Eisenhower le reconnaissait, dans un discours prononcé le 16 avril 1953 : « Chaque arme fabriquée, chaque navire de guerre lancé, chaque fusée tirée signifie, au sens ultime, un vol commis contre ceux qui ont faim et ne sont pas nourris, contre ceux qui ont froid et ne sont pas vêtus. » Mais certains regardent ailleurs et préfèrent se rassurer en se disant que l'armée et l'industrie militaire vont sauver les emplois détruits dans l'industrie et l'économie productive.

### PLANS DE LICENCIEMENTS DANS L'INDUSTRIE

À l'évidence, la paix sera au cœur des discours du 1<sup>er</sup> Mai. Sous l'apparence des déclarations grandiloquentes des dirigeants des principales organisations syndicales, les mêmes continueront de se féliciter d'avoir « sauvé » les fonderies de Bretagne en passant de la production de carters à la production d'obus. Le papetier Fibre Excellence vient d'être

placé en redressement judiciaire. Que vont devenir les 670 emplois menacés et les 10 000 emplois induits ? Que vont devenir les 750 salariés de Brandt, placée en liquidation judiciaire ? Les 1 254 salariés des usines Michelin de Cholet et Vannes ? Les 300 employés de Bosch à Moulins-Yzeure et à Vénissieux ? La générale nommée à France Travail, va-t-elle les mener, de force ou par défaut, vers l'armée et le complexe militaro-industriel, aux côtés de leurs enfants embrigadés par la politique de Macron/ Lecornu et de leur ministre de l'Éducation ? Trouvera-t-on des gens pour s'en féliciter au motif que, dans la période actuelle, ce serait un moindre mal, ou qu'on ne pourrait pas faire autrement ?

N'avons-nous pas besoin de maintenir ces emplois et de créer des milliers de postes dans nos hôpitaux et nos écoles, dans nos services publics et dans notre industrie pour répondre aux besoins vitaux de la population ? (...)

Seule la classe ouvrière organisée, consciente des dangers qui la guettent, pourra arrêter ce processus, avec l'aide et l'appui des forces politiques de rupture qui, sur le continent et à l'échelle internationale, refusent la guerre.

### « LA PAIX, UN ENJEU DU MOUVEMENT OUVRIER

Les travailleurs le savent : il faut défendre les emplois industriels et civils et lutter contre l'effondrement économique dans lequel nous plonge la politique de Macron, sans quoi la guerre est inévitable. Comme le dit le syndicat national britannique des travailleurs du rail et du transport : « La paix est un enjeu du mouvement ouvrier. » Avec les dockers de Gênes en Italie, des militants de l'IG Metall en Allemagne et de nombreux syndicalistes et militants politiques venus de toute l'Europe, nous nous retrouverons le 20 juin à Londres pour participer au meeting international contre la guerre. (...)

Je m'abonne à

Informations ouvrières

infos-ouvrieres.fr/  
abonnements/



100%  
NUMÉRIQUE

DÉCOUVERTE

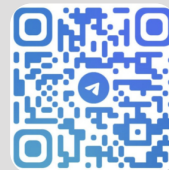
Les plus populaires  
**1 € pour 15 jours**  
puis 5 €/mois

5 €/mois  
standard

16 PAGES  
**Journal**  
HEBDO

DÉCOUVERTE

Les plus populaires  
**8 €/mois**  
avec accès au site



Jour par jour, suivez le fil  
d'Informations ouvrières  
actualités de la lutte de classe,  
Palestine